

Entretien avec Alexandre Defay

Quelle peut être l'incidence de l'élection d'Obama sur la résolution du conflit israélo-palestinien ?

Une chose est sûre : si règlement il doit y avoir un jour du conflit au Proche-Orient, ce qui veut dire la création d'un Etat palestinien, il ne pourra se faire sans une implication directe, pour ne pas dire une direction des opérations, des Etats-Unis. Et ce, pour des raisons que l'on connaît bien, comme les liens très étroits qui unissent Israël et les Etats-Unis depuis la fin de la guerre éclair de 1967. Des liens qui dépassent la seule communauté juive américaine, communauté qui représente en nombre la population d'Israël, que l'on appelle à tort le lobby juif puisqu'il s'agit d'un lobby israélien constitué très tôt, avant même l'indépendance, du temps de la Palestine mandataire, dans les années 1920-1930. Les relais de la politique israélienne, quels que soient les grands partis au pouvoir aux États-Unis, sont puissants, ont une influence déterminante sur bien des aspects de la démocratie américaine.

Il ne peut y avoir de règlement du conflit sans une pression des États-Unis sur leurs alliés israéliens.

C'est un constat de l'histoire : il y a un rapport du fort au faible entre Israël et les Palestiniens et l'on voit mal le fort céder à toutes les demandes du faible. Tant que les Américains n'exerceront pas de demandes pressantes et et n'entreront pas dans un rapport de force avec leur allié, il n'y aura pas de solution. On l'a bien vu pendant la période que nous venons de traverser, avec l'équipe Bush et les néoconservateurs qui avaient une vision diamétralement opposée, celle d'imposer une solution par la force sans de réelles négociations. On connaît le résultat. Les Israéliens, et non les seuls conservateurs, ont vu d'un très bon oeil l'intervention américaine en Irak, pensant qu'elle était le moyen de faire sauter le seul État qui semblait piloter, fédérer une majorité du refus d'un accord possible entre Israël et ses voisins arabes, à commencer par ses voisins des territoires occupés.

L'arrivée d'Obama et de son équipe autorise un certain espoir, d'une reprise de ce que le Président Clinton n'a pas eu le temps de mener à son terme alors qu'au Sommet de Taba l'accord était presque à portée de main, à la condition d'exercer cette fois-là une certaine pression sur les Palestiniens et sur Arafat en particulier. Le temps a manqué, l'équipe d'Ehoud Barak était affaiblie tout comme Clinton lui-même, en fin de second mandat. On peut espérer qu'un des premiers chantiers d'Obama, épaulé par Hillary Clinton, sera d'obtenir enfin la création d'un État palestinien viable. Ce qui ne sera pas sans difficultés, car plus le temps passe, plus les solutions élaborées seront difficiles à mettre en oeuvre : radicalisation de certains milieux israéliens avec la poursuite, même rampante, de la colonisation ; radicalisation du côté palestinien avec le succès du Hamas aux élections et sa prise de contrôle de la bande de Gaza. En effet, si une majorité d'Israéliens, comme tous les sondages le montrent, souhaitent la paix et la création d'un État palestinien dont les frontières seraient celles, en gros, de 1967, une frange de plus en plus radicale est déterminée à saboter tout espoir de paix. Les récents événements de Hebron l'ont montré, où de vrais provocateurs s'en sont pris aux Palestiniens. Or Hebron compte 120 000 Palestiniens pour quelques centaines de colons seulement. C'est un abcès de fixation destiné à dramatiser le contexte, rendre plus difficile encore le démentèlement de certaines colonies, un préalable indispensable si on veut une Palestine, une Cisjordanie capable de se développer économiquement.

Est-ce le programme de Barak Obama ? Quels sont les outils dont il dispose ?

Il faut rappeler que ce conflit se déroule sur un territoire minuscule, à peine la moitié du Danemark, et concerne une population de moins de 10 millions de personnes, soit les deux tiers de l'agglomération parisienne. Si ce conflit est à la première page presque chaque jour de tous les journaux dans le monde, si c'est le plus abondamment commenté, c'est qu'il joue sur une frontière qui est bien plus qu'une frontière politique. La ligne verte, où devrait à peu près s'établir la frontière entre la Cisjordanie et l'État d'Israël, qui servait de ligne de cessez le feu entre les États Jordanien et Hébreu avant la guerre des six jours, est l'un des rares endroits au monde où toutes les fractures du monde contemporain se superposent et coïncident. Une frontière économique entre le monde le plus développé et le monde dit en voie de développement, avec, à l'ouest, une population - même si les écarts se sont creusés depuis le passage de Netanyaou aux finances- que l'on pourrait placer, si elle appartenait à l'UE, dans le peloton de tête en terme de PIB. A l'est, la Cisjordanie - tout comme Gaza - qui vit des subsides que lui verse l'Union Européenne.

De part et d'autre du fleuve, on passe économiquement du sous-développement au développement ; culturellement, de l'Islam à l'Occident judéo-chrétien ; politiquement, de l'absence de démocratie à un régime démocratique. C'est un exemple de frontière « globale », sans parler de celle entre Gaza et Israël. Une frontière entre deux univers, entre deux manières de penser le monde.

La difficulté est de créer les conditions d'un traité de paix. Mais cette paix souhaitable ne signifie pas que tous les autres conflits, notamment entre monde islamique et l'Occident, s'éteindront d'eux-mêmes. Cependant, en pacifiant le Proche-Orient, les grandes puissances que sont les États-Unis, l'Union Européenne et la Russie retirent une espèce d'abcès de fixation culturel, mental, fait de représentations, aux populations islamiques, en particulier islamo-arabiques. Ce conflit est le symbole de tous les autres. Sans lui, la tâche sera plus difficile aux talibans pour cristalliser, fédérer les angoisses et frustrations qui sont très réelles dans le monde arabo-islamique

C'est la raison pour laquelle Obama a intérêt à intervenir au plus vite, pour casser cet élément de tension culturelle et mentale. Car plus le temps passe et plus ils se déchireront.

On connaît ses intentions ?

Comme tous les démocrates, Obama est proche des solutions défendues à Taba, soit le démantèlement des colonies éloignées de la ligne verte. Ce qui reprend, grosso modo, le Pacte de Genève : les colonies proches de la ligne verte ne seraient pas démantelées, mais, en retour, les palestiniens recevraient des territoires qui sont aujourd'hui sous souveraineté israélienne, une solution qui peut très bien se négocier. Autre point auquel les hommes politiques palestiniens ne peuvent renoncer, sauf à provoquer des émeutes : la capitale de l'État palestinien doit être située à Jérusalem, qui pourrait ressembler au quartier d'Abu Dis, avec cette réserve que les palestiniens aient la possibilité d'accéder sans contrôle, sans avoir l'impression de traverser une frontière, aux lieux sacrés de l'Islam, au Dôme du Rocher et à la mosquée d'Al Aqsa. La géographie de Jérusalem permet d'imaginer ce scénario, ce qui suppose, inversement que les juifs accèdent librement au Mur des lamentations. Il y a bien, dans la vieille ville, un quartier juif, un quartier arménien, un quartier musulman, sans incidents quotidiens.

Je fais crédit à Obama d'une volonté un peu altruiste de faire la paix un peu partout. Je crois cependant qu'il y va d'un intérêt bien compris des États-Unis. Tant que ce conflit, qui symbolise un peu tous les autres, ne sera pas résolu, l'image des États-Unis comme puissance unilatérale, qui ne défend que les intérêts israéliens, qu'il existe deux poids deux mesures pour beaucoup d'islamistes, décrédibilise la politique américaine. N'oublions pas qu'il y a beaucoup de points chauds sur le globe : le Pakistan est prêt à basculer, les Talibans ont repris le contrôle d'une partie de l'Afghanistan, ce qui suppose qu'ils ont l'appui d'une partie de la population hostile à la surdité américaine vis-à-vis du monde islamique. En obtenant des Israéliens des concessions qui ne sont pas si terribles - et c'est aussi l'intérêt d'Israël d'avoir enfin une frontière reconnue par ses voisins immédiats - Obama peut faire évoluer la donne. Ce devrait être son dossier prioritaire, au moment où il est le plus fort, dans les premiers mois de sa présidence.

Les Israéliens sont-ils prêts à faire les concessions dont vous parlez ?

Israël n'a pas le choix, sauf à imaginer soit qu'il expulse tous les arabes de Cisjordanie, et en transformant Gaza en une sorte de bantoustan, pour laisser des religieux à la charge des autres s'installer dans ce le récit biblique nomme Judée et Samarie, soit qu'il devienne un État « binational » car cette hypothèse est inimaginable aujourd'hui. D'autant que le taux de fécondité des Israéliens, excepté chez les religieux, est comparable à celui des pays occidentaux. Donc, à un horizon très proche, de quelques dizaines d'années, la majorité de la population sera musulmane. Ainsi, soit Israël, ce que j'imagine difficilement, devient une sorte d'Afrique du sud, et les Israéliens, pour conserver le pouvoir, s'arrogeront des droits politiques qu'ils dénieront aux populations non juives ; soit, car j'imagine mal les israéliens supporter cet apartheid contraire à la culture juive, les arabes détiendront des leviers de commandes et l'État ne sera plus, comme le voulait ses fondateurs, un État juif. Il y a déjà une forte minorité non juive en Israël, principalement musulmane et accessoirement chrétienne, qui représente environ 20% de la population globale du pays, qui ont les mêmes droits et c'est déjà bien. Pour que l'État reste juif, il faut en revenir aux frontières de 1967. La grande majorité des israéliens sont déjà sur cette ligne qui pourrait se résumer à : « séparons nous une fois pour toute », et prêts à revenir aux frontières, à quelques accommodements près, qui sont celles héritées de la guerre de 1948.

Malgré les réactions de la communauté juive américaine, Obama est porté par une très grande popularité pour aller dans le sens d'une résolution du conflit. Une des difficultés à laquelle il peut se heurter est l'élection de Netanyaou, partisan du grand Israël et proche des éléments les plus néoconservateurs juifs américains. Mais Israël, quelle que soit la majorité au pouvoir, n'est pas en mesure de s'opposer à une volonté américaine bénéficiant d'un large consensus aux États-Unis.